

Date : 24/06/13

## Energie : Christian Pierret vante le rôle des villes moyennes et dénonce l'orientation « idéologique » du débat national

Par O. Schneid

Présente dans les instances du Débat national sur la transition énergétique (DNTE) et jusqu'ici d'une grande discrétion, la **Fédération des villes moyennes** juge « trop idéologique » l'orientation que prend le débat. **Son président, Christian Pierret**, s'en explique à La Gazette.

Le maire (PS) de Saint-Dié-des-Vosges déplore une surreprésentation des écologistes au sein d'autres associations de collectivités et défend un mix reposant sur le nucléaire au côté duquel se développeraient des énergies renouvelables. Refusant un « condominium régions et métropoles », il vante le rôle des villes moyennes dans la transition énergétique : elles sont « au cœur » du processus et « aux premières loges » dans la lutte contre le changement climatique.

On n'avait jusqu'ici pas entendu la **Fédération des villes moyennes** (FVM) dans le Débat national sur la transition énergétique (DNTE), pourtant opérationnel depuis début 2013. Pourquoi intervenez-vous si tardivement sur la place publique, en diffusant un cahier d'acteurs doublé d'un communiqué ?

Je me suis exprimé à plusieurs reprises au sein du Conseil national du DNTE et je n'ai pas le sentiment d'avoir été vraiment entendu dans ce cadre. Or, les villes moyennes sont au cœur de la transition énergétique. Elles ont par conséquent toute légitimité pour donner leur avis sur ce sujet. Par ailleurs, nous jugeons les positions prises par les autres fédérations de collectivités assez superficielles...

Vous allez bien au-delà de ce jugement puisque vous dénoncez « l'orientation trop idéologique du débat », ce qui suscite votre « profonde inquiétude ». Plus précisément ?

## Évaluation du site

Site de l'hebdo La Gazette des Communes s'adresse aux professionnels de la fonction publique. Le site propose quelques articles concernant l'actualité des collectivités locales.

Cible  
Professionnelle

Dynamisme\* : 45

\* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

L'idéologie et les a priori priment actuellement dans le débat sur les questions énergétiques. L'Association des maires de France (AMF) a été représentée par des gens qui élèvent l'écologie au rang d'une dogmatique – le bureau national a heureusement corrigé le tir – et l'Association des Régions de France (ARF) s'est trouvée dans la même situation. En occupant les places, Europe Ecologie Les Verts (EELV) a de facto dominé les débats. Et nous pensons que les discussions sur la transition énergétique ne doivent pas être accaparées par un parti.

Venons-en au fond : que revendiquent les villes moyennes dans la transition énergétique ?

Les villes moyennes sont les plus directement concernées par les questions de liaison travail-habitat et de transformation du logement social, qui accueille jusqu'à la moitié de leur population. Or, souvent très anciennes, nombre de nos HLM sont des passoires thermiques. Nous sommes ainsi aux premières loges pour accompagner le programme souhaité par le président de la République sur l'habitat et ainsi participer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES). Car il faut savoir que résidentiel et tertiaire constituent le premier facteur de trouble en matière d'émissions de GES, avant les transports. De surcroît, avec plus d'efficacité énergétique et de la sobriété, nous pouvons en même temps contribuer à améliorer le pouvoir d'achat des occupants des logements sociaux. Nous avons donc naturellement notre mot à dire en matière d'habitat, mais pas seulement...

Dans quels autres domaines souhaitez-vous être entendus ?

Nous avons des compétences locales en matière de transports, d'infrastructures publiques, d'espaces verts ou encore de déchets... En urbanisme évidemment aussi. Beaucoup de nos villes ont un Agenda 21, un Plan Climat Energie Territorial (PCET). Nous sommes donc à la pointe pour pouvoir agir sur les économies d'énergie. La maîtrise de la demande d'énergie (MDE) étant l'enjeu principal de la transition énergétique, nous détenons les clés de la réussite. On peut aussi évoquer le tissu de PME-PMI dans nos villes moyennes – nous concentrons l'essentiel de l'industrie manufacturière – et les emplois que cela représente. D'où le rôle majeur auquel nous aspirons.

Vous prenez également position sur le mix énergétique. En quoi cela relève-t-il de votre périmètre ?

Notre projet pour la transition énergétique est global. Nous avons donc un avis sur le mix idéal. Et ce n'est pas le modèle allemand, que certains considèrent comme étant l'alpha et l'omega de la politique énergétique, le modèle absolu. Un mix efficace, c'est une combinaison de moyens, avec un seul ennemi : le charbon. Or, le charbon est l'ami choisi par l'Allemagne pour compenser l'intermittence des éoliennes. Ce retour au charbon ne peut pas être présenté comme le modèle des modèles d'une politique écologique sérieuse, tant il est émetteur en CO2. Donc, la politique énergétique allemande n'est pas un parangon d'écologie.

Le développement des énergies renouvelables par l'Allemagne est toutefois sans commune mesure avec ce que réalise la France...

La politique allemande présente bien sûr des avantages, avec un beau développement de l'énergie éolienne, et la France doit aller dans ce sens. Les Allemands ont aussi déployé un grand nombre de panneaux photovoltaïques et c'est une bonne idée... bien que ceux-ci soient entièrement importés et donc pèsent sur l'équilibre de leur balance commerciale, mais c'est leur choix. En revanche, la mauvaise idée, c'est de supprimer le nucléaire.

Quelle est la part du nucléaire dans votre « mix idéal » ?

Le nucléaire doit demeurer un point de passage obligé. C'est une technologie française qui nous offre une prééminence mondiale que nous voulons conserver. Dans combien de secteurs la France est-elle première dans le monde ? Cinq ou six peut-être, comme l'aéronautique ou les transports terrestres avec le TGV. Il nous faut en parallèle beaucoup plus d'énergies nouvelles renouvelables (ENR). Cela veut dire poursuivre l'équipement du pays en éoliennes, si c'est possible construire une industrie nationale photovoltaïque, continuer la recherche sur d'autres sources d'ENR. Y compris les hydroliennes, l'énergie des courants, domaine dans lequel la France dispose de certains sites pouvant être très productifs. Le gaz permettra d'assurer la pointe de production. Tandis que le recours au pétrole devra diminuer.

Comment voyez-vous la place des villes moyennes dans l'organisation de la transition énergétique, en matière d'économies d'énergie ou de production ?

Il va y avoir des lieux de planification, que l'on appelle cela schéma ou autre, pour donner des orientations, par exemple sur le développement d'énergies nouvelles, établir des priorités, élaborer des programmes de réalisation. Nous voulons être présents dans ces instances. Il n'est pas possible, comme les projets des prochains textes de décentralisation peuvent le laisser supposer, de laisser un condominium régions et métropoles décider seul sur la transition énergétique. Ces collectivités y ont leur part, mais nous aussi...